

---

# Bulletin Communiste

---

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

---



**BOUKHARINE**

(Dessin de Denis)

# D'autres Problèmes Internationaux

**D**ANS un précédent article, nous avons traité de trois des questions débattues par le dernier Comité Exécutif élargi de l'Internationale. Il en est d'autres qui doivent retenir l'attention des communistes français.

Le conflit entre le Parti communiste norvégien et l'Exécutif a soulevé la question de principe du centralisme dans l'organisation et la direction de l'Internationale. Les dirigeants du Parti norvégien qui avaient approuvé les thèses, résolutions et décisions des quatre congrès internationaux du Comintern et des deux sessions antérieures de l'Exécutif élargi, se sont aperçus tout à coup qu'ils avaient eu tort en ce qui concerne les méthodes de direction de l'Internationale. Il n'a fallu, pour cela, que quelques décisions qui n'étaient pas de leur goût.

Du coup, ils ont découvert les beautés « d'une certaine autonomie ». Au lieu d'essayer de démontrer que les mesures concernant leur parti étaient erronées, inopportunes ou inefficaces, ils ont mis en cause le fait même de les avoir prises.

C'est ce qu'avaient déjà fait, avant eux, les réformistes du Parti socialiste italien et ceux d'Allemagne, de France et d'ailleurs. Et il n'y a pas un an que la question était posée dans les mêmes termes par les « résistants » français qui, à force de « résister » au communisme, sont passés dans le camp de la contre-révolution.

Nous espérons encore que les dirigeants du Parti norvégien ne suivront pas cet exemple. Parmi eux, on trouve deux sortes de gens. Il y a des militants dont le plus connu est Tranmael, anciens I.W.W. des Etats-Unis, rentrés au pays natal avec une bonne expérience de lutte économique contre le patronat, mais aussi avec une idéologie anarcho-syndicaliste ; ce sont de véritables révolutionnaires, des ouvriers liés à la masse, qui n'ont pas hésité à se rallier au communisme dès la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale et qui ont une grande influence sur la classe ouvrière. Il y a aussi des pseudo-intellectuels, qui ressemblent à s'y méprendre à leurs congénères français, et dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux du prolétariat.

Les premiers, seuls, nous intéressent. Leur adhésion à notre Internationale a du prix,

mais à condition qu'elle implique l'adoption de la tactique communiste, et non une tentative d'introduire dans nos rangs ce singulier mélange d'anarcho-syndicalisme, de trade-unionisme et de social-démocratie présenté par les idées de Tranmael. L'Internationale ne négligera rien pour aplanir notre conflit avec celui-ci, elle n'hésite pas à faire des concessions aux éléments ouvriers dont on peut espérer que les préjugés se dissiperont avec le temps et l'expérience, comme elle l'a déjà fait pour le K.A.P.D. allemand. Mais elle ne peut admettre, et ne tolérera pas, que des bavards et des esthètes traitent une de ses sections en pays conquis : ceci concerne le petit groupe qui se sert de la revue *Mot Dag* pour saboter l'activité communiste en Norvège.

L'Internationale connaît les conditions particulières du mouvement ouvrier norvégien et aussi ses « traditions ». (Il n'y a pas que les syndicats français qui aient des traditions.) Mais si certaines traditions peuvent être respectées, d'autres sont à combattre. Par exemple, le Parti ouvrier norvégien avait pour tradition de s'appeler social-démocrate et son organe quotidien s'appelait naguère encore le *Social-Démocrate* ; non seulement nous ne respectons pas des traditions pareilles, mais nous ne les admettrons jamais dans l'Internationale de la révolution. Une autre tradition de ce parti était d'être fondé de syndicats entiers dont tous les adhérents communistes ou non se trouvaient *ipso facto* appartenir à l'I.C. ; c'était, en somme, une sorte de *Labour Party* dominé, au rebours de l'exemple anglais, par les révolutionnaires. Encore une tradition qui n'aura pas droit de cité chez nous.

Les interventions de l'Exécutif ont eu pour effet d'amener le parti norvégien à changer le titre de son organe et à se réorganiser sur la base de l'adhésion individuelle. Cela prouve qu'il n'est traditions ou préjugés auxquels on ne puisse renoncer, quand l'intérêt de la révolution l'exige, et que l'Internationale sait intervenir avec tact dans les affaires intérieures d'une de ses sections, ne demander que des choses possibles et ne pas trop exiger d'un coup. C'est aussi ce qui explique la patience, les ménagements accordés par le IV<sup>e</sup> Congrès et par l'Exécutif au mouvement norvégien. Nous croyons que l'expérience

démontrera à nos camarades norvégiens que l'Internationale avait raison, et qu'en se trouvant bien de l'application des premières décisions, ils passeront plus volontiers à la réalisation des autres.

L'Internationale sait qu'un parti ouvrier ne se dépouille pas rapidement de ses vieilles habitudes et elle n'entend pas exiger du parti norvégien une métamorphose instantanée. Mais elle compte que son influence, c'est-à-dire celle de tous les partis révolutionnaires du monde, et l'expérience de la lutte démontreront l'excellence de ses méthodes et de sa tactique. Est-ce que l'exemple du parti italien (où Serrati et ses lieutenants ont dû reconnaître que « Moscou » avait raison), du parti allemand (que les crises, les exclusions et les épurations ont mis à même de devenir le plus important du pays), du parti français (que le dernier nettoyage a fortifié dans une mesure inappréciable) ne sont pas là pour autoriser cet espoir ?

Actuellement, les camarades norvégiens, qui se sont soumis aux décisions évoquées plus haut, sont contre le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan ». Ils justifient leur opposition par les conditions spéciales de leur pays. Ces conditions, l'Internationale ne les méconnaît nullement ; mais ce sont les camarades norvégiens qui méconnaissent trop la marche des événements en Europe, qui vivent en marge du mouvement révolutionnaire actif dont l'Allemagne est en ce moment le principal terrain. La situation présente de la Norvège est une chose, mais les perspectives du développement de la révolution européenne en sont d'autres. Les communistes norvégiens n'auront peut-être pas à attendre longtemps avant de reconnaître la valeur de la tactique du Comintern.

Le parti norvégien bénéficiera, sans aucun doute, des interventions de l'Internationale, comme d'autres avant lui. La petite majorité d'opposition comprendra mieux alors, et d'une façon pratique, le principe du centralisme qu'elle a bien inutilement mis en cause, car nous ne renoncerons jamais à une idée dégagée de l'expérience des luttes ouvrières de trois quarts de siècle, même si elle déplaît à quelques Norvégiens.

Il n'y a pas lieu de développer ici la théorie du centralisme dont Manouïlsky a récemment, dans le *Bulletin*, dit fort bien ce qu'il fallait dire. Nous considérons le problème posé devant l'Exécutif comme essentiellement pratique. Le besoin d'une direction unique du mouvement ouvrier mondial ne peut même pas être contesté par des révolutionnaires sérieux. Quant à la manière dont l'I.C. a jusqu'à présent répondu à ce besoin, l'expérience prouve

qu'en général, elle a satisfait aux intérêts de la révolution. Il ne peut être de justification meilleure.

\*\*

La lutte contre le fascisme, considéré comme phénomène mondial, devait retenir longuement l'attention de l'Exécutif, car elle est la plus grande préoccupation de plusieurs partis communistes importants.

Pour mener à bien cette lutte, il est nécessaire avant tout de connaître et de définir l'adversaire, d'en apprécier les forces, d'en analyser l'origine et l'orientation, le contenu social et l'esprit politique. Sans accomplir d'abord cette partie de la tâche, il est impossible d'aborder avec chances de succès la seconde partie, la bataille proprement dite.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que, seule, l'I.C. a été capable de donner une appréciation exacte du fascisme. Tout le monde parle, aujourd'hui, du fascisme, mais presque toujours à tort et à travers. Sans même parler de la presse bourgeoise, les social-démocrates n'ont jamais su analyser ni définir le mouvement fasciste ; leur presse est littéralement nulle à cet égard, et quant aux débats du Congrès de Hambourg, leur indigence fait pitié. Mais le rapport de Clara Zetkin à l'Exécutif et la discussion qui l'a suivi, fruits du travail de l'I.C., éclairent à merveille cette question jusque là si obscure.

On doit dire franchement que parmi les principaux responsables de cette obscurité, il y a nos camarades communistes italiens eux-mêmes qui ont compris trop tard la signification du fascisme et ont payé cher leur erreur. Celle-ci a fâcheusement influencé les communistes d'autres pays : c'est ainsi qu'en France, au lendemain de la victoire fasciste qui donna le pouvoir à Mussolini, des camarades de l'*Humanité* traitaient avec une légèreté peu ordinaire l'événement de « coup d'État d'opéra-comique ». Maintenant, mais un peu tard, le phénomène fasciste est étudié avec le sérieux qu'il mérite.

Par réaction contre l'indifférence antérieure, nous observons aujourd'hui un excès en sens contraire, la tendance à voir partout du fascisme, à classer dans la catégorie « fascisme » des faits d'ordre très différents et parfois même à s'exagérer le danger. Ainsi qu'au moyen âge on appelait peste toutes sortes de maladies que la science a depuis su différencier, on baptise actuellement fascisme diverses variétés de mouvements contre-révolutionnaires. Beaucoup de communistes tombent dans ce travers, notamment en France où l'on donne du « fasciste » facilement, par exemple à l'*Action Française* qui n'a rien de

commun avec le fascisme italien ou ses succédanés d'autres pays.

La question du *mot* serait de peu d'intérêt, si l'emploi inconsidéré ne risquait de fausser l'appréciation du mouvement étudié. Comme l'a dit Clara Zetkin, le fascisme, avant d'être battu militairement, doit être vaincu idéologiquement et politiquement. Et cette victoire exige une connaissance exacte de l'ennemi.

Avant de dire ce qu'est le fascisme, il est plus facile de dire ce qu'il n'est pas. Il n'est pas la réaction classique, militaire ou aristocratique ou agrarienne, ni la réaction capitaliste moderne. Il n'est pas un simple mouvement nationaliste. Il n'est pas l'expression de la volonté d'une caste privilégiée s'imposant seulement par la force. Il ne ressemble pas dans son essence au régime d'Horthy, ni de Mannerheim, ni de Witos, ni de Poincaré. Le fascisme italien a pour caractéristique d'englober de grandes masses tirées de la petite bourgeoisie et même de la classe ouvrière (ce des militants en disponibilité encadrent, que l'esprit nationaliste anime, que l'emploi de la violence a rendu victorieuses, qu'un aventurier intelligent et audacieux dirige pour le compte du grand capital. Mais quelles sont les conditions économiques, politiques, historiques qui ont déterminé et favorisé sa formation et sa victoire si rapides ?

Les social-traitres, les hambourgeois internationaux ont trouvé une explication mirifique : le fascisme est dû au... communisme. Supprimez le mouvement révolutionnaire, et la réaction n'a plus de raison d'être ! C'est simple, mais il fallait y penser. De même, si les affaires du capitalisme vont mal, c'est la faute aux ouvriers, qui sont trop exigeants, qui veulent manger du poulet tous les jours, n'est-ce pas ? Bref, c'est le lapin prolétarien qui a commencé. On se demande ce que les hambourgeois pourraient encore inventer pour se ridiculiser davantage.

Les communistes expliquent le fascisme tout autrement : c'est un courant né de l'arrêt brusque du mouvement ouvrier révolutionnaire, dont la soudaineté a laissé désarmée une masse d'ouvriers et de petits-bourgeois qui avaient donné, pendant et après la guerre, leur confiance au socialisme, et qui, déçus, désarmés, ont suivi le seul groupe leur indiquant une orientation les entraînant énergiquement dans une voie, donnant un aliment à leur besoin d'action directe.

Qu'on se rappelle l'état des choses en Italie et la succession des faits : l'économie capitaliste se délabrait, l'Etat bourgeois allait s'affaiblissant, le Gouvernement perdait toute autorité ; d'autre part, le Parti socialiste et la C. G. T. prenaient des dimensions énormes

grâce à l'afflux de soldats démobilisés, d'éléments petits-bourgeois, pacifistes déclassés, etc. ; le Parti remportait de grands succès électoraux, s'emparait des principales municipalités ; les syndicats menaient grèves sur grèves, auxquelles rien ne résistait ; dans les campagnes, les paysans pauvres s'emparaient des terres, avec la bénédiction du clergé ; le nom de Lénine, le portrait de Trotsky, les emblèmes soviétiques apparaissaient sur tous les murs ; tout annonçait un grand bouleversement imminent, et personne, dans aucun camp, n'en doutait, comme en Russie à la veille d'octobre. C'est alors que se produisit le mouvement élémentaire d'occupation des usines.

Nul révolutionnaire sérieux ne conteste aujourd'hui la nécessité pour le prolétariat de prendre le pouvoir politique, sans lequel aucune mainmise sur les moyens de production ne peut donner de résultat. Il faut mépriser systématiquement les leçons de toutes les révolutions antérieures, de toutes les batailles ouvrières, comme les I. W. W. d'Amérique ou les anarchistes de partout, pour faire fi de cette vérité première et croire qu'il suffit, pour l'ouvrier de prendre la machine, pour le paysan de prendre la terre, selon une chanson désuète, pour résoudre la question sociale. L'occupation des usines en Italie pouvait devenir une révolution s'il s'était trouvé un parti ouvrier qui osât s'emparer du pouvoir. Elle ne fut qu'un avortement parce que les dirigeants du parti et des syndicats, n'ayant aucune confiance dans le prolétariat dont ils étaient censés être les chefs, capitulèrent purement et simplement.

Supposons que la révolution n'était pas possible alors. Entre la révolution et la capitulation, il y avait place pour d'importantes conquêtes ouvrières, qui eussent fortifié le mouvement révolutionnaire. Rien n'obligeait d'évacuer les usines sans condition. Faire la révolution est une chose, faire progresser les forces révolutionnaires en est une autre qui n'est pas négligeable. Les chefs réformistes ont abandonné tout, renoncé à tout, par sottise, pusillanimité, incompréhension ou lâcheté. Il est peu d'exemple dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial d'une trahison d'une telle envergure.

Rien d'étonnant, après cela, qu'une masse dégoûtée du socialisme capon et veule, avide d'une action vigoureuse, cherchant une issue à sa situation intolérable, soit séduite par les promesses d'un habile démagogue, qui se garde bien de dévoiler ses véritables intentions, emploie une terminologie révolutionnaire, tient un langage viril, et sait tout oser quand d'autres hésitent. S'il avait existé alors un parti

communiste, même faible, capable de faire siennes les revendications concrètes des ouvriers et de donner des mots d'ordre pratiques, c'est lui qui eût rassemblé cette masse désorientée. Ce qui s'est passé en Russie, ce qui se passe en Allemagne le prouve.

La victoire fasciste n'est possible que dans un pays où n'existe pas un parti révolutionnaire capable de prendre la tête de l'avant-garde ouvrière et d'étendre son influence sur les éléments petits-bourgeois prolétariés par la crise économique. En Allemagne, il y a toutes les données d'un fascisme puissant : une petite bourgeoisie nationaliste désemparée, des militaires en disponibilité, des déclassés à la recherche d'une besogne, un besoin d'ordre, de poigne énergique, un parti social-démocrate et des syndicats ouvriers dirigés par d'innombrables traîtres. Mais il y a aussi un parti communiste clairvoyant et actif, qui voit le danger, le dénonce avec force, sonne chaque jour l'alarme, organise la résistance, forme des centurions, attire à lui les ouvriers social-démocrates, et ne se désintéresse pas de la petite-bourgeoisie, des employés, fonctionnaires, intellectuels dans la misère. C'est pourquoi le succès fasciste ne s'est pas encore produit et, s'il se produisait, serait probablement de courte durée.

Le fascisme doit être combattu sans merci dès ses débuts. La faute de nos camarades communistes italiens est d'avoir méconnu cette nécessité, absorbés dans leurs préoccupations doctrinales, repliés dans leur vie intérieure d'organisation. Cette faute a été renouvelée par le parti communiste de Bulgarie, bien que dans des conditions différentes. Il ne faut plus qu'elle le soit ailleurs. C'est pourquoi l'Internationale Communiste n'hésite pas à se critiquer elle-même, à faire le procès de ses propres sections qui se trompent. Les leçons des batailles perdues ne seront pas vaines, grâce à notre Internationale : le rapport de Clara Zetkin sur le fascisme international et la discussion franche qui l'a accompagné en sont des preuves réconfortantes.

\*\*

En Bulgarie, le renversement de Stambolisky, du pouvoir des petits paysans, et l'instauration de la dictature bourgeoise militaire se sont accomplis devant un parti communiste neutre. De nombreux ouvriers et militants « du rang », ainsi que des paysans pauvres, guidés par leur instinct de classe et leur esprit révolutionnaire, tentèrent d'entreprendre une résistance au coup d'Etat réactionnaire ; mais ils se virent désavoués par la direction du parti qui leur enseigna l'abstention dans une lutte

mettant aux prises « deux groupes bourgeois ».

Recevant les premières nouvelles de ces événements, l'Exécutif comprit aussitôt que le parti bulgare s'était montré au dessous de sa tâche, que par sectarisme, par doctrinarisme, par manque de sens politique, il avait laissé passer l'heure de l'action et laissé le champ libre à la réaction. La critique nécessaire, impitoyable de son attitude fut portée aussitôt à la tribune par Radek mandaté à cet effet par la Commission politique. Vu la gravité de la situation où se trouvait, par sa propre faute, le parti bulgare, la publication de cette partie des débats fut suspendue. Mais dans la suite, en présence de l'obstination du Comité central du parti à soutenir le point de vue dogmatique de son principal théoricien, Kabaktchiev, il fut décidé de publier un article de Zinoviev critiquant ouvertement la faute commise, et d'engager une polémique avec les responsables.

Les camarades bulgares se trouvaient devant une lutte de deux groupes bourgeois, il est vrai. Mais un de ces groupes, celui du Parti agraire, comprenait pour une grande part (sinon dans sa majorité) des petits paysans dont les intérêts s'accordent avec ceux des ouvriers. La tactique du front unique, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan devaient être employés par notre parti. Nos camarades objectent la dictature brutale de Stambolisky, sa répression du communisme, son impopularité croissante : est-ce que les bolchéviks, après la répression de juillet 1917, emprisonnés et persécutés par Kérénsky, ont hésité à faire avec celui-ci un front unique contre Kornilov ? Sans cette tactique, la révolution d'octobre eût-elle été possible ? Zinoviev rappelle avec raison cet exemple dans son article critique. Nous-mêmes, nous l'avons invoqué plusieurs fois l'an dernier, dans nos discussions sur le front unique, et nous le citerons sans doute encore souvent, car il n'est pas de meilleure illustration d'une action révolutionnaire réaliste.

Deux groupes bourgeois, tout bourgeois qu'ils soient, ne se valent pas si leur contenu social est différent, car dans ce cas, leur rôle historique n'est pas le même ! Voilà ce que les dirigeants du parti bulgare n'ont pas vu. Leur erreur essentielle réside dans l'appréciation inexacte du rôle historique du Parti agraire. En France, par réaction contre l'entraînement vers un bloc des gauches, il est facile de tomber dans la même erreur. Récemment, Renaud Jean écrivait dans la *Voix Paysanne*, à propos du Bloc national et du Bloc des gauches : « C'est bonnet blanc et blanc bonnet ». Ce n'est pas du tout exact : ce sont deux blocs bourgeois, que le Parti commu-

niste doit combattre avec acharnement, auquel il doit opposer le bloc ouvrier et paysan (comme l'a fait justement Renaud Jean), mais qui joueront dans la politique française et extérieure des rôles différents en raison de leurs compositions sociales différentes, et que nous aurons à attaquer par des moyens différents.

Nos amis bulgares ont toujours approuvé la tactique du Comintern en théorie, mais n'ont pas su la mettre en pratique. L'Exécutif a bien fait de les critiquer sans ménagements. Nous ne sommes pas la II<sup>e</sup> Internationale, où non seulement toutes les sottises, mais encore toutes les saletés, tous les crimes sont permis et couverts d'un silence complice ; où pas une voix ne s'est fait entendre pour flétrir les

social-démocrates bulgares qui ont participé au coup d'Etat militaire ! Les communistes s'élèvent chaque jour, par une critique réciprocque, franche, honnête et propre. Et ils se rient des politiciens qui crient à la discorde. C'est ainsi que des fautes commises dans un pays peuvent être évitées dans d'autres. C'est pourquoi les communistes français doivent étudier la « question bulgare » non comme une question bulgare, mais comme une question française. Partout de mêmes causes produisent les mêmes effets. Partout les communistes ont des difficultés analogues à vaincre, des tâches identiques à remplir.

Boris SOUVARINE.

Moscou, 22 août.

# La Crise du Franc

La France, militairement puissante, économiquement solide, est, par contre, très vulnérable financièrement.

Il nous fut donc facile d'annoncer (1) quelles conséquences fâcheuses produisait l'occupation de la Ruhr sur le crédit de la France, soit en diminuant la solvabilité de l'Allemagne (et, par conséquent, en diminuant pour la France les chances de recouvrement des frais de réparations), soit en aggravant le conflit franco-anglais et l'isolement politique de la France (et, par conséquent, en diminuant les chances de réduction des dettes inter-alliées ou de mobilisation de la dette allemande, possible seulement par voie d'emprunts émis dans les pays anglo-saxons).

Nous avons écrit que cette pression financière, insuffisante pour amener la France à capituler, contribuerait du moins à atténuer son intransigeance et à la faire entrer dans la voie des concessions.

## La bataille du franc

La bataille du franc s'est développée avec une telle violence en ces dernières semaines qu'un communiqué résumé chaque jour les péripéties de la lutte.

A la fin de l'été 1922, la livre sterling valait environ 50 francs et le dollar 11 francs. Moins d'une année après, la livre dépasse 80 francs et le dollar 18 francs.

Jamais des cours aussi élevés n'avaient été enregistrés. Et ils peuvent monter encore. Des économistes, examinant la qualité et le montant des gages du billet de Banque de France, estiment que la livre peut atteindre dès maintenant 102 fr. et le dollar 21 francs.

Cette dépréciation progressive du change inquiète vivement la bourgeoisie française, qui pressent les répercussions économiques et politiques désastreuses que ne manquerait pas d'avoir ce mouvement s'il s'accroissait ou seulement se prolongeait.

Le change est le baromètre où se marque le de-

gré de confiance inspiré par la situation financière d'une nation. Soucieuse de faire monter son change, la France s'efforce de reconnaître les causes de la baisse du franc afin de les combattre par des moyens appropriés.

## La baisse du franc n'est pas due à des causes économiques

L'industrie française, qui depuis l'armistice a montré une vitalité surprenante, est moins ébranlée qu'on ne le croit généralement par l'occupation de la Ruhr.

Alors que, dans la Westphalie occupée, le pourcentage d'activité n'atteint pas 15 % de la normale, l'industrie française, après avoir été très rudement secouée, s'est rapidement rétablie.

Au 1<sup>er</sup> juillet 1923 : a) il y avait 106 hauts fourneaux à feu contre 116 au 1<sup>er</sup> janvier ; b) la production de la fonte n'était en déficit que de 12 % sur la production au 1<sup>er</sup> janvier ; c) la production de l'acier était en progression de 2 %.

D'ailleurs, la baisse du franc a augmenté les possibilités de vente des produits français. En ces dernières semaines, on a signalé toute une série de marchés importants enlevés en Europe (et spécialement en Angleterre) par l'industrie française.

Le commerce extérieur de la France est extrêmement florissant.

L'examen de la valeur des marchandises importées et exportées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet pendant les années 1922 et 1923 permet de constater une très forte progression des échanges.

Pour les 7 premiers mois de 1922, le total des importations était de 12.632.128.000 francs et celui des exportations de 11.639.469.000 francs.

Pour les 7 premiers mois de 1923, les importations sont de 17.305.807.000 francs, et les exportations de 16.585.246.000 francs.

Ainsi, les importations de 1923 sont en progression de 4.672.979.000 francs sur celles de 1922. Les exportations sont en progression de 4.945.777.000 francs.

(1) Dans nos récents articles de l'*Humanité*.

Et tandis que, pendant les 7 premiers mois de 1922, les entrées avaient dépassé les sorties de près de 1.000 millions, l'excédent des importations pendant la période correspondante de 1923 s'est abaissé à environ 700 millions.

On remarque enfin que cet excédent d'importations ne concerne que les échanges faisant l'objet de statistiques douanières, et qu'en fait il se trouve largement compensé par l'actif de la « balance invisible », qui comprend principalement les dépenses et les achats effectués en France, patrie des industries de luxe, par ses très nombreux visiteurs.

Ainsi, la France est le seul des grands pays d'Europe qui ait actuellement une balance commerciale favorable, et par conséquent ses besoins en devises étrangères doivent se trouver plutôt inférieurs que supérieurs aux disponibilités correspondantes.

Ce redressement du commerce extérieur français est d'autant plus remarquable que, dans les années 1919 et 1920, la balance commerciale s'était soldée par un déficit de près de 40 milliards.

La récolte s'annonce abondante (environ 80 millions de quintaux). On espère pouvoir économiser près de 1 milliard sur les achats de blé faits l'année dernière à l'étranger, ce qui compenserait à peu près les dépenses occasionnées par les achats de charbon anglais effectués depuis l'occupation de la Ruhr.

### La baisse du franc a des causes financières

La situation budgétaire n'inspire pas d'inquiétudes immédiates.

Le rendement des impôts est excellent. Les recouvrements pour les 7 premiers mois de 1923 se sont élevés à 11 milliards 762 millions, contre 10 milliards 441 millions pour la période correspondante de 1922, soit une augmentation de 1 milliard 321 millions.

Les recettes des chemins de fer ont augmenté de près de 200 millions.

Le montant des avances de la Banque de France à l'Etat s'élevait :

En août 1920, à.....	25 milliards	925 millions
— 1921, à.....	25	— 200 —
— 1922, à.....	23	— 600 —
— 1923, à.....	23	— 700 —

Ce mouvement du bilan de la Banque de France est considéré comme un indice essentiel de la situation financière française. On voit que la situation actuelle n'est pas, de ce point de vue, sensiblement inférieure à la situation en août 1922.

Pourtant, à cette époque, la livre sterling valait 50 francs et le dollar 11 francs. Pourquoi ?

On proclame souvent que si l'Allemagne faisait faillite, la France serait fatalement entraînée dans la catastrophe. Le *Journal des Débats* combat cette opinion en soutenant que l'expérience de ces dernières années montre que la solidarité franco-germanique dans la misère n'existe pas. Il note particulièrement qu'après huit mois de lutte dans la Ruhr, le mark est tombé pratiquement à zéro, tandis que le franc conservait les deux tiers de sa valeur antérieure.

Cette dernière remarque des *Débats* détruit son argumentation, puisqu'elle établit qu'entre la France et l'Allemagne, s'il n'y a pas solidarité absolue, il y a du moins solidarité relative.

Il est exact que le budget « ordinaire » de la France est en excédent. Mais il existe un autre budget. C'est le budget des « dépenses recouvrées », c'est-à-dire des dépenses occasionnées par la reconstruction des régions dévastées et le paiement des pensions militaires. Ces dépenses doivent, en droit, être « recouvrées » sur l'Allemagne. Mais, en fait, elles ont été jusqu'ici couvertes par voie d'emprunts intérieurs. La France a « déboursé » ainsi plus de 100 milliards.

Dans la mesure où la solvabilité de l'Allemagne décroît, ses dépenses recouvrables ne seront pas recouvrées. Les dettes de guerre contractées par la France à l'égard de ses alliés et que le Traité de Versailles permet de réclamer aux pays vaincus demeureraient également à la charge de la France.

De là une augmentation considérable de la dette, déjà colossale. De là l'inquiétude des créanciers de la France et l'affaiblissement de son crédit.

Si, d'autre part, le conflit anglo-français s'aggravait, il ne serait guère permis d'espérer soit l'annulation, soit même une réduction satisfaisante des dettes interalliées. Seconde raison d'ébranlement du crédit français.

On peut signaler une troisième raison, occasionnelle. C'est l'emprunt de 500 millions que Bruxelles vient de se faire consentir par Paris dans le but d'assainir le franc belge, plus malade encore que le franc français. La *Journée Industrielle* remarque justement que le danger de cette opération réside non dans l'opération elle-même, mais dans la preuve qu'elle fournit d'une solidarité financière accrochant de plus en plus la France à la Belgique, nation beaucoup moins résistante qu'elle-même.

Notons enfin que le marché du franc est alourdi par une importante dette flottante.

En 1919 et 1920, nous le rappelions tout à l'heure, les importations ont dépassé les exportations d'environ 40 milliards. Pour payer à cet excédent d'importations, la France a dû se procurer des devises étrangères. Elle s'est fait ouvrir des crédits temporaires considérables. De nombreux financiers étrangers détiennent depuis cette époque d'énormes paquets de francs.

L'effondrement du mark, le conflit franco-anglais, l'emprunt belge, en ébranlant la confiance internationale dans la solidité politico-financière de la France, ont déterminé beaucoup de ces capitalistes à se débarrasser au plus vite de leurs francs. D'où dépréciation brusque de la devise française.

### La baisse du franc a surtout des causes politiques

Les raisons financières de la baisse du franc sont donc, en réalité, des raisons politico-financières.

Un bref rappel des événements survenus depuis un an suffit pour établir l'influence dominante des faits politiques sur la tenue du change.

En juin 1922, au lendemain de cette Conférence internationale de Gênes, où Lloyd George tenta vainement de grouper tous les pays d'Europe dans une œuvre de reconstruction générale, le dollar valait 11 francs.

Dans le second semestre 1922, période durant laquelle Poincaré, affirmant plus nettement sa volonté d'indépendance, commence à engager contre l'Allemagne et l'Angleterre la politique des faits accomplis, le dollar monte progressivement à plus de 13 francs.

Le 11 janvier 1923 a lieu l'occupation de la Ruhr : le dollar dépasse 14 francs. Au début du mois de mars, il atteint 17 francs.



A la suite de la Conférence de Bruxelles tenue le 12 mars et dans laquelle est évoquée la possibilité d'une évacuation rapide de la Ruhr, le dollar descend à 15 francs. Il se maintient pendant près de deux mois à ce cours à cause de la politique conciliatrice officieusement menée par certains politiciens français, et notamment par Loucheur.

Mais, après le 7 juin (seconde note Cuno), l'attitude intransigeante de la France rendant de moins en moins vraisemblable une coopération franco-anglaise, la baisse du franc recommence. Elle se précipite : a) après le 2 août, date à laquelle les déclarations de Baldwin-Curzon devant le Parlement anglais manifestent publiquement la gravité du conflit et surtout, b) après le 11 août, date de la publication de la brutale note Curzon, menaçant d'une rupture de l'Entente.

### Les responsabilités de la « Finance internationale »

Il y a quelques jours le ministre des Finances de Lasteyrie attribuait la baisse du franc « au désir de certains pays de peser sur la politique générale de la France ».

Il est certain qu'à l'origine de cette baisse on trouve surtout des ventes considérables de francs sur les places de Londres et de New-York. Il convient pourtant de ne pas prendre pour cause de qui est avant tout effet. Il est vraisemblable, nous l'avions signalé précédemment, qu'une partie de la « finance internationale » agissant en liaison plus ou moins directe avec les gouvernements anglais et allemand s'est efforcée par le moyen de ces ventes massives d'exercer une pression sur la France et sur la Belgique. Mais d'autre part il est établi dès maintenant que ces ventes ont été effectuées en grande partie pour le compte de banques françaises. Il s'agit donc plutôt d'une manifestation nouvelle de l'internationalisme. L'apatriotisme des grands capitalistes que d'une manœuvre politique des ennemis de la France.

D'ailleurs il n'est pas douteux que les hommes d'Etat anglais, s'ils ont eu recours à ce moyen pour intimider la France et l'amener à composition, ne peuvent persister dans cette attitude.

Dès maintenant en effet on aperçoit que toute augmentation du cours de la livre et du dollar par rapport au franc se traduit nécessairement par une perte pour le commerce anglais et par un gain pour le commerce français, par une diminution des commandes en Angleterre et par une augmentation des commandes en France, enfin par un accroissement du chômage de la main-d'œuvre anglaise.

Remarquons encore que les hommes de la City qui s'efforcent — dans l'intérêt du trafic international dont la prospérité est indispensable à la prospérité britannique — de stabiliser les changes des différents pays ne peuvent logiquement vouloir leur avantage à plonger la France dans le chaos.

Il est donc ridicule de parler d'une conspiration permanente et officielle contre le franc.

### Les remèdes à la crise du franc

Si le franc continue à baisser la liberté d'action du gouvernement est entravée, l'indépendance économique et financière d'un pays étant dans une large mesure la condition de son indépendance politique. On conçoit que les cercles dirigeants français s'efforcent d'atténuer la crise et de re-

conquérir la confiance des détenteurs internationaux du franc.

Les causes principales de la baisse du franc étant d'ordre financier et politique, c'est vers des remèdes financiers et politiques qu'ils dirigent leurs recherches.

Les remèdes financiers déjà envisagés auraient pour but de fournir à la France des ressources supplémentaires pour soutenir, en cas de banqueroute allemande, les charges que feraient peser sur elle le non recouvrement des réparations et le paiement des dettes interalliées.

Une campagne de presse d'ailleurs timide est engagée pour convaincre l'opinion publique de la nécessité où peut être acculé l'Etat d'imposer d'une part aux contribuables de nouvelles charges fiscales et de recourir d'autre part à des emprunts émis à la fois en France et à l'étranger.

Mais il est évident que les deux premiers de ces moyens financiers — impôts nouveaux et emprunts intérieurs — seraient des remèdes insuffisants en raison de la fatigue du contribuable et de l'inquiétude du rentier français, tandis que le troisième — emprunts extérieurs — ne donnerait pas de résultats satisfaisants dans les dispositions actuelles de l'opinion mondiale.

Les remèdes politiques seraient seuls capables de guérir le franc. Les principaux de ces remèdes seraient :

a) Un apaisement du conflit franco-anglais qui permettrait à la France d'obtenir une forte réduction, sinon l'annulation, de sa dette de guerre et qui augmenterait la force de la pression — militaire et diplomatique — qu'elle continuerait à exercer sur l'Allemagne ;

b) Une détente dans les relations franco-allemandes.

C'est à obtenir ce double résultat que va s'appliquer Poincaré.

Contre l'avis général, nous n'avons pas cessé depuis quatre mois de prévoir et d'annoncer cette évolution de la politique poincariste vers une intransigeance atténuée et nous en avons signalé à maintes reprises les symptômes.

Il apparaît aujourd'hui à tous les yeux que Poincaré, se croyant d'ores et déjà près d'obtenir les satisfactions qu'il attendait d'une occupation de la Ruhr, manœuvre pour arriver à un arrangement. Si les tendances conciliantes exprimées par son discours de Charleville sont confirmées par sa réponse à Curzon, une détente provisoire ne tardera pas à se produire et nous enregistrons une hausse du franc.

La crise du franc n'est pas évidemment la seule cause de l'évolution nouvelle marquée dans la politique extérieure française, mais sa gravité a certainement contribué à précipiter cette évolution.

Jacques SADOUL.

G. ZINOVIEV

**N. LENINE**

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.



## LE MOUVEMENT SYNDICAL

## Le Rapport du Bureau Exécutif

Présenté à la séance du 26 Juin, par LOSOVSKY, de l'I. S. R.

## I. — Les conditions de la lutte

Les conditions dans lesquelles l'I.S.R. a dû agir peuvent être caractérisées par les traits suivants : 1° aggravation des conflits internationaux ; 2° renforcement de la résistance contre l'offensive capitaliste (dans certains pays, on passe de la défensive à l'offensive) ; 3° accroissement de la réaction fasciste et de l'initiative des classes bourgeoises dans la lutte contre le danger de la révolution ; 4° décomposition, qui est devenue catastrophique dans le courant de ce dernier mois, de toutes les Internationales réformistes (politiques et syndicales). En ce qui concerne l'aggravation des conflits internationaux, il suffit de signaler la lutte acharnée qui se poursuit pour l'asservissement de la Turquie, l'agression cynique des impérialistes anglais contre la Russie des soviets, le conflit permanent entre l'Amérique et le Japon, l'aggravation de la scission des alliés dans la question des réparations, etc.

## II. — La lutte pour le front unique

Il n'y a plus actuellement d'adversaires du front unique au sein de l'I.S.R. La vie a montré que cette tactique répondait aux besoins profonds des larges masses ouvrières. On peut dire qu'il n'y a pas de pays au monde où les partisans de l'I.S.R. n'aient appliqué la tactique du front unique avec un certain succès, même dans les pays où elle s'était heurtée au début à une opposition. C'est ainsi que dans ce domaine on n'a plus eu à vaincre de résistances dans nos propres rangs ; les organisations adhérentes à l'I.S.R. ont rivalisé d'ardeur dans l'application du front unique, et il y a lieu de parler ici seulement du succès et de l'énergie plus ou moins considérables montrés, suivant cette ligne qui est notre ligne fondamentale. Nous pouvons relever quatre faits de caractère international où l'I.S.R., soit directement, soit indirectement, par l'entremise de ses organisations, essaya d'établir le front unique international. La première tentative dans ce domaine fut faite par les délégués des syndicats russes au Congrès International pour la paix (La Haye). Au nom de l'I.C. et de l'I.S.R., ils proposèrent aux représentants des Internationales 2 et 2 1/2 ainsi qu'à ceux d'Amsterdam d'établir le front unique. Le Congrès de La Haye repoussa brutalement nos propositions de front unique et déclarant, par l'organe de son rapporteur Troelstra que nous devrions préalablement à toute négociation sur le front unique être « mis en quarantaine ».

Le Congrès de La Haye, manifestement, avait fait fiasco. C'est à ce moment que fut convoquée à Essen la Conférence qui servit de point de départ à l'action commune des ouvriers révolutionnaires d'Allemagne et de France. Ce qui fait l'importance de la Conférence d'Essen, c'est qu'elle marque le début d'une action commune des deux côtés de la frontière contre l'occupation de la Ruhr. Les arrestations des communistes et des

syndicalistes français, opérées après cette Conférence, ont montré que la Conférence avait touché un point vulnérable de l'impérialisme français.

Et c'est ainsi que la Conférence Internationale de Francfort est devenue possible. Elle fut convoquée par le Comité National des comités d'usines de Rhénanie-Westphalie. Son trait distinctif fut la participation d'une partie des ouvriers adhérant organiquement à la F.S.I. d'Amsterdam et à la 2<sup>e</sup> Internationale. La Conférence de Francfort marque un important pas en avant dans le chemin du front unique. L'importance de cette Conférence consiste en ce que de nombreux délégués d'usine y sont venus. Une fraction social-démocrate s'y constitua qui, dans sa déclaration, exhorta tous ses dirigeants à rompre la coalition avec la bourgeoisie et à établir un bloc avec les communistes.

La Conférence Internationale des Transports, à Berlin, élargit et perfectionna ce qui avait été commencé à Essen et continué à Francfort.

Tout le monde connaît les résolutions de la Conférence des Transports à Berlin. L'accord s'est fait sur un programme d'action concret, une plateforme de lutte commune contre le danger de guerre et contre la réaction fasciste fut élaborée. Mais la Conférence de Berlin s'est avancée encore plus loin. Non seulement elle a élaboré les formes et méthodes organiques de l'action commune, mais elle a posé aussi la question de l'unité de tout le mouvement syndical.

L'accord conclu entre les ouvriers des transports ne pouvait pas manquer de provoquer des protestations de l'aile droite de l'Internationale d'Amsterdam.

## III. — Les relations avec la F. S. I. d'Amsterdam

Toutes nos tentatives au cours de l'exercice écoulé, d'entrer en relations avec l'Internationale d'Amsterdam pour s'entendre en vue d'action commune se heurtent à un refus obstiné.

La réponse donnée par le Bureau de la F.S.I. d'Amsterdam aux ouvriers des transports russes, proposant d'intervenir d'un front uni contre le danger de guerre en relation avec l'ultimatum de Curzon est bien caractéristique. L'Internationale d'Amsterdam répondit ceci : « Nous ne savons pas s'il y a menace de guerre et de quel côté vient cette menace ». Cette réponse confiant, en raccourci, toute l'Internationale d'Amsterdam. Ceux-là seuls qui sciemment ne voulaient rien voir pouvaient ne pas savoir que l'ultimatum du gouvernement anglais était une provocation à la guerre. Ne voulant pas entrer en relations avec l'I.S.R., l'Internationale d'Amsterdam se disait prête à se mettre en rapport avec les syndicats russes, pourvu que ces derniers renoncent à leurs « errements ». C'est dans ce sens que le Bureau de la F.S.I. d'Amsterdam, dans sa dernière séance, adopta une résolution. Cette résolution souligne par deux fois que les pourparlers avec les syndicats russes ne pourraient être menés que

sur les bases des résolutions des Congrès de Londres, de Rome et de La Haye.

Le refus de l'Internationale d'Amsterdam de causer avec nous ne nous trouble pas. Ce faisant, l'Internationale d'Amsterdam ne fait que souligner sa faiblesse et sa crainte de se trouver face à face avec des représentants du prolétariat révolutionnaire.

#### IV. — L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge

Quelles furent les relations réciproques entre ces deux Internationales ? Des relations de collaboration technique. Au lendemain du 2<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. fut convoqué, par un accord intervenu entre les deux Internationales, un Comité d'Action qui délibéra sur toutes les questions intéressant les deux organisations. C'est en commun avec l'I. C. que nous sommes intervenus contre l'occupation de la Ruhr, contre le fascisme, contre le danger de guerre. Les deux Internationales participèrent aux conférences d'Essen et de Francfort.

Ceux qui aiment les phrases sur l'indépendance (or, ils sont légion au camp réformiste et anarchiste) devraient bien, cependant, tirer un enseignement de l'exemple des autres Internationales. Y a-t-il une liaison entre la 2<sup>e</sup> Internationale et la F. S. I. d'Amsterdam ? Il n'y a pas de liens formels, semble-t-il, mais au fond, la liaison organique la plus étroite existe entre ces deux Internationales réformistes. Même idéologie, même programme, même tactique, si bien qu'elles ne peuvent pas ne pas marcher ensemble. Y a-t-il une liaison entre les groupes anarchistes et l'Internationale anarcho-syndicaliste fondée par leurs bons soins ? Certes, oui, la liaison la plus étroite, la plus organique. Il suffit de connaître ce que tous ces confusionnistes écrivent sur la Révolution russe et sur les syndicats pour voir une identité absolue de vues, une unité entière dans l'inaction. Quoi d'étonnant alors si, entre l'I. C. et l'I. S. R. qui se proposent les mêmes buts, c'est-à-dire le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature prolétarienne, il y ait collaboration technique !

#### V. — L'I. S. R. et les anarcho-syndicalistes

Ce sont les résolutions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. qui se trouvent à la base de l'activité du Bureau Exécutif dans ce domaine. Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. avait déjà lancé un appel à tous les groupes anarcho-syndicalistes pour les exhorter à ne pas briser l'unité du mouvement syndical révolutionnaire et à adhérer à l'I. S. R. Mais les milieux anarcho-syndicalistes montrent une hostilité de plus en plus grande vis-à-vis de l'I. S. R. et de la Révolution russe. Tous les groupes anarchistes ont poursuivi leur campagne de mensonges et d'inventions contre l'I. S. R., tout en prétendant, en même temps, que l'I. S. R. se refuse à établir un front unique avec leur Internationale. Or, c'est absolument faux. Toutes les organisations ouvrières avaient été invitées à participer à la Conférence de Francfort. Quant à l'Internationale anarcho-syndicaliste, elle fut spécialement invitée à envoyer son représentant au Comité international de propagande et d'action. Pour montrer l'impossibilité absolue, malgré notre ardent désir, d'organiser une action commune avec les dirigeants des groupes anarchistes, je citerai l'exemple suivant : l'Union anarchiste de France déposa au Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre, dont elle était membre, un projet de déclaration que nous reproduisons *in extenso* :

*« Le Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre, fondé pour grouper tous les efforts révolutionnaires contre la guerre, quelles qu'en soient les causes et les sources, précise que, dans aucun cas, il ne saurait prendre part en faveur de telle ou telle nation belligérante, sous prétexte qu'elle mènerait une guerre « défensive » ou qu'elle personnifierait la Culture, ou la Civilisation, ou la Liberté, ou le Proletariat.*

*« S'adressant aux prolétaires de tous les pays, le Comité d'Action leur dit : « En cas de mobilisation, dressez-vous contre vos propres gouvernants, afin de détruire ces instruments de guerre qui se nomment Etat et Armée. Opposez à votre solidarité de producteurs aux ordres des fomenteurs de tueries. Par la grève générale et par l'insurrection sur le terrain économique, rendez impossibles les hostilités internationales ».*

*« Dans ces conditions, il parait impossible au Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre d'accueillir dans son sein les organisations et les partis qui admettent les principes suivants :*

*« 1<sup>o</sup> Collaboration de classes ;*

*« 2<sup>o</sup> Reconnaissance de la défense nationale. »*

Que signifie cette motion proposée comme programme au Comité d'Action en relation avec le conflit anglo-russe ? Les confusionnistes anarchistes contestent ici ni plus ni moins que le droit du prolétariat russe à se défendre contre les agressions impérialistes, ils contestent le devoir des ouvriers de tous les pays d'aider le prolétariat russe dans sa lutte. La forme jésuitique de cette motion s'explique par la crainte qu'avaient les anarchistes de dire franchement aux ouvriers français : « Nous ne voulons pas défendre la Russie des Soviets ». Affirmer que la guerre impérialiste et la guerre menée par la classe ouvrière pour la défense de ses conquêtes, sont une seule et même chose, confondre la défense nationale dans l'Etat impérialiste avec la défense de l'Etat prolétarien, tout cela au nom de leur théorie vermoulue de l'identité de tous les Etats et de tous les régimes, seuls les confusionnistes anarchistes qui planent dans les abstractions peuvent le faire. Qu'est-ce que les deux dernières questions qu'ils posent ? De quelle collaboration de classes parlent-ils ? Les anarchistes appellent collaboration de classes la collaboration des ouvriers français avec le Gouvernement révolutionnaire soviétique, avec l'I. C. et avec l'I. S. R. ! Et ces confusionnistes croient qu'il est possible de faire quoi que ce soit sur les bases d'une telle plate-forme. Le Comité d'Action Français contre l'impérialisme et la guerre ayant décliné leur déclaration, les anarchistes sont partis du Comité.

#### VI. — L'I. S. R. et les Partis politiques

Comme on sait, l'I. S. R. est constituée par des centrales syndicales nationales indépendantes et par des minorités formées au sein des vieux syndicats. Dans plusieurs centrales syndicales et minorités, ce sont les Partis Communistes qui ont une influence prédominante. Les relations réciproques établies entre l'I. S. R. et les Partis Communistes en découlent tout naturellement. Tout d'abord, nous avons observé systématiquement la ligne d'une collaboration étroite dans tous les pays, entre les syndicats révolutionnaires et les Partis Communistes. Nous avons insisté sur la création des Comités d'action en vue de mouvements communs. Nous avons participé à la solution des conflits surgis au sein des Partis Communistes, pour autant qu'ils touchaient l'action syndicale.

Observant cette ligne de conduite, nous passons outre à tout le tintamarre mené par les anarcho-syndicalistes de tous les pays autour de « l'assujettissement de l'I. S. R. au Parti Communiste ». Les anarcho-syndicalistes français souffrent d'une maladie fort ancienne : la présomption et l'ignorance absolue de tout ce qui se passe hors de leur pays.

L'I. S. R. tient compte de l'extrême diversité des formes historiquement constituées du mouvement ouvrier. Elle ne croit pas qu'on puisse instaurer dans le monde entier des relations politiques entre les partis et les syndicats. L'histoire montrera qui de nous a raison : jusqu'à présent, les événements n'ont pas cessé de confirmer la justesse de la ligne de l'I. S. R. La prémisses de la victoire sur la bourgeoisie, c'est l'unité d'action et de volonté des organisations politiques et économiques du prolétariat.

## VII. — Les Comités internationaux de propagande

Ces comités d'industrie furent organisés conformément aux décisions du Congrès constitutif de l'I.S.R. L'accroissement et l'influence des C.I.P. furent longtemps imperceptibles. Dès le début, ce furent des organes de propagande. Chacun d'eux se proposait d'obtenir l'admission de tous les syndicats révolutionnaires dans l'Internationale correspondante. Le travail des C.I.P. s'écoulait sous la direction immédiate du Bureau Exécutif ; ce travail se renforce surtout à partir du deuxième congrès. Sans doute, les secrétaires professionnels internationaux refusaient systématiquement d'admettre dans leur sein les Fédérations révolutionnaires en général, et les syndicats russes en particulier, et d'entrer en relations quelconques avec les Comités Internationaux de propagande ; mais néanmoins, le travail de ceux-ci ne se relâcha pas une seule minute.

## VIII. — La lutte contre le danger de guerre et le fascisme

L'une des plus importantes parties du travail de l'I.S.R. et des organisations adhérentes a consisté dans la lutte contre le fascisme qui, nous l'avons dit déjà, représente le dernier mot de la réaction bourgeoise.

Il ne s'agissait pas seulement de la lutte contre le fascisme italien, mais contre le fascisme en général. Il va de soi que pour les révolutionnaires de chaque pays, le centre de gravité de la lutte contre le fascisme se trouve dans leurs pays respectifs. Tuer dans l'œuf le fascisme, empêcher l'internationalisation de la réaction fasciste, mobiliser les masses pour la résistance armée contre les bandes fascistes, créer à cet effet des gardes rouges spéciales, telle est la direction suivie par le travail de l'I.S.R. dans ce domaine.

Cette lutte devait prendre un caractère international, d'où la création d'un Comité International d'Action pour la lutte contre le danger de guerre et le fascisme.

Le danger de guerre et l'accroissement du fascisme ont facilité l'établissement du front unique et le groupement des ouvriers des différentes tendances sur une plate-forme pratique. En somme la lutte contre le fascisme et la guerre de la part de l'I.S.R. consista à renforcer la propagande et l'agitation parmi les masses ouvrières, à établir le front uni avec les ouvriers des autres tendan-

ces, à élaborer des mesures d'organisation contre la guerre et le fascisme, ainsi que dans l'organisation de gardes ouvrières armées.

## IX. — Les questions litigieuses dans les pays les plus importants

Le mouvement ouvrier de chaque pays se développe dans des conditions sociales et économiques déterminées. L'esprit même de certains dirigeants révolutionnaires se trouve au pouvoir des traditions. Il en résulte une diversité extraordinaire des méthodes et formes de lutte, une compréhension différente des objectifs, des déviations de la ligne fondamentale, etc. Une brève revue des pays les plus importants nous donnera une idée des obstacles que l'I.S.R. a dû surmonter.

*(Le rapport examine ensuite les mouvements syndicaux d'Angleterre et des Etats-Unis, puis passe à la France.)*

En France, le Comité de défense syndicaliste poursuit sa lutte contre la C.G.T.U. Les adversaires de la politique et des politiciens font bloc avec l'rossard et son parti et, maintenant, font chorus sur tous les toits en criant que « le syndicalisme est en danger ». Les opposants ont voulu profiter de l'arrestation du noyau directeur de la C.G.T.U. pour mettre la main sur cette organisation. La question des relations réciproques du parti et des syndicats ne cesse d'être agitée dans ces milieux. Les clameurs incessantes des anarcho-syndicalistes sur le danger dont le parti menace le syndicalisme, témoignent de leur propre impuissance. La C.G.T.U. a beaucoup grandi ces temps derniers ; mais il n'en reste pas moins que sa structure organique repose encore sur les bases anciennes, ce qui fait que bien des forces sont dépensées inutilement à cause de l'émiettement de l'organisation.

L'influence de la C.G.T.U. de France a augmenté grâce à la tactique du front uni et grâce à l'action unitaire menée par les partisans de l'I.S.R. La grande majorité des fédérations sont pour l'I.S.R. C'est la Fédération du Bâtiment qui représente le foyer de l'opposition à l'I.S.R. Les dirigeants anarcho-syndicalistes de la Fédération du Bâtiment vont si loin que certains sont prêts à rompre avec la C.G.T.U. en raison de l'adhésion de celle-ci à l'I.S.R. Le mouvement ouvrier français a reçu dans son sein le mouvement ouvrier d'Alsace-Lorraine qui, au point de vue de sa structure organique et politique, est une copie du mouvement ouvrier d'Allemagne. Il en résulte de nouvelles difficultés. Une question nationale prend naissance là, où elle était autrefois inconnue, et la C.G.T.U. se trouve placée en face de nouveaux problèmes. Il faut noter qu'en somme, la C.G.T.U. s'est tirée à son honneur du dernier conflit franco-allemand, l'objectif principal dans ce pays consiste à vaincre les traditions individualistes et les bavardages anarcho-syndicalistes qui rongent le mouvement ouvrier.

*(Le manque de place nous oblige à rétrécir encore la partie ayant trait à l'Allemagne, comme aux pays suivants.)*

En Allemagne, l'opposition syndicale ne cesse de progresser. Elle englobe maintenant près de trois millions d'ouvriers organisés.

Les partisans de l'I.S.R. en Allemagne ont à mener un travail très difficile, car ils ont affaire à un mécanisme politique énorme et fort bien organisé. Ce mécanisme enchaîne et fort bien organisé. Ce mécanisme enchaîne et fort bien organisé. Ce mécanisme enchaîne et fort bien organisé. Ce mécanisme enchaîne et fort bien organisé.

pattes des bureaucrates syndicaux. L'idée de la concentration de toutes les forces révolutionnaires dans un seul foyer a été réalisée en Allemagne. Ce foyer, c'est le Comité ouvrier constitué par les représentants de tous les syndicats indépendants et des minorités des vieux syndicats.

En Italie, toutes les organisations ouvrières se trouvent sous le talon de fer du fascisme. Et c'est dans un tel moment que la C.G.T. réformiste a jugé opportun d'expulser plusieurs Bourses du Travail pour leurs tendances révolutionnaires. En ce qui concerne l'I.S.R., il faut noter la résolution étrange du parti socialiste « de rester au sein de l'Internationale d'Amsterdam ». Etant donné que personne n'avait jamais proposé à la minorité des syndicats italiens de se retirer organiquement de la F.S.I. d'Amsterdam, cette résolution présente un caractère équivoque. Comme on sait, notre tactique consiste à rester au sein des syndicats réformistes et à faire de la propagande pour l'I.S.R.

Dans ces conditions, strictement déterminées par tous nos congrès, la phrase « rester au sein de l'Internationale d'Amsterdam » signifie évidemment un refus de solidarité d'idées avec l'I.S.R., un refus de lutte pour notre programme et notre tactique, un refus de chercher à gagner la majorité sur les bases de notre programme.

En Tchéco-Slovaquie, la Fédération Générale Unique s'est définitivement constituée mais les conflits au sein de l'aile révolutionnaire du mouvement syndical se poursuivent encore.

Il y a en Tchéco-Slovaquie deux sections du textile se plaçant au point de vue de l'I. S. R. et organisées suivant le mode national. Ce fait déplorable pour tout le mouvement syndical révolutionnaire n'a pas pu être supprimé malgré l'intervention du Bureau Exécutif. Un conflit national se présente aussi chez les ouvriers slovaques. C'est un symptôme très alarmant ; si des mesures ne cessaires ne sont pas prises, nous risquons de laisser contaminer tout l'organisme sain du prolétariat tchéco-slovaque.

En Norvège, le développement se fait non pas en avant, mais à reculons. Jusqu'au mois de mars courant, la Centrale Syndicale de Norvège était adhérente à la F. S. I. d'Amsterdam, tout en entretenant des relations régulières avec Moscou. Des délégués de la « Landsorganisation » de la Norvège avaient pris part aux deux Congrès de l'I. S. R. et aux deux sessions du Conseil Central. En mars dernier, la Centrale norvégienne se retira de l'Internationale d'Amsterdam. Cependant, non seulement elle n'adhère pas à l'I. S. R., mais elle refuse même d'envoyer ses délégués au Conseil Central, ne serait-ce qu'aux fins d'information. Comment expliquer une telle tactique ? Par la crainte de la scission ? Mais quand les syndicats norvégiens adhéraient à Amsterdam, le danger de scission n'était pas moindre. Non, ici, la crainte de la scission n'est qu'un prétexte.

En Hollande, la lutte entre partisans et adversaires de l'I. S. R. avait tout le temps un caractère extrêmement aigu. Les adversaires de l'I.S.R. avaient la majorité dans l'organe directeur du N. A. S. (organisation syndicaliste), alors que les masses, dans leur majorité, étaient pour l'I. S. R. Le referendum effectué récemment donna à l'I. S. R. une majorité de 900 voix, mais, les anarcho-syndicalistes menaçant de faire la scission en cas d'adhésion à l'I. S. R., l'I. S. R. conseilla à ses partisans de s'abstenir de s'affilier organiquement à l'I. S. R., pourvu que l'unité de l'organisation demeurât intacte. Il faut noter que l'organisation

syndicaliste représente une minorité peu importante parmi les ouvriers organisés de Hollande (20.000 sur 500.000 syndiqués). Dans ces conditions, ce fut une erreur des partisans de l'I. S. R. de concentrer leur attention exclusivement sur les organisations syndicales. Il faut aller aux masses et les organiser là où elles sont.

Dans les autres pays, le travail de pénétration de l'Idée Révolutionnaire dans les syndicats ne s'est pas relâché une minute. Les conditions objectives étaient très favorables sous ce rapport. Il n'y a pas de pays au monde où l'opposition ne se soit pas accrue au cours de cette période. L'I.S.R. groupe actuellement près de 15.000.000 de syndiqués. C'est une armée solide qui veut que nous donnions des mots d'ordre concrets et une direction pratique. L'exercice écoulé est caractérisé surtout par le fait que le centre de gravité de tout le travail s'est trouvé reporté dans le domaine d'organisation pratique. C'est ce qui explique notre sévérité envers nous-mêmes, nos pratiques, l'autocritique de l'I. S. R. et des organisations adhérentes. En étudiant les côtés faibles du mouvement de chaque pays, non seulement nous aidons les ouvriers de ces pays à supprimer plus rapidement tout ce qui entrave l'essor de ces organisations, mais nous donnons aussi la possibilité aux ouvriers des autres pays de tirer un enseignement de l'expérience positive et négative de leurs frères de classe.

## X. — Conclusion

Le mouvement ouvrier mondial traverse un de ses moments critiques. L'activité de la deuxième Internationale et de la F.S.I. d'Amsterdam sape au sein des masses l'idée même de l'Internationale. S'il n'y avait pas eu à côté de ces Internationales réformistes l'I. C. et l'I. S. R., le mouvement ouvrier, après de nouvelles trahisons des leaders socialistes et syndicaux, aurait été rejeté, au point de vue de l'action internationale, à plusieurs années en arrière. Mais l'existence de ces deux Internationales révolutionnaires, notre énergie inlassable, nos efforts permanents de lutte implacable contre l'impérialisme mondial, ont engendré au sein des masses un mouvement de sympathie vers nous. L'I. S. R. a prouvé par son travail, par ses actions, par sa persévérance à défendre ses points de vue, par sa lutte acharnée contre la bourgeoisie et ses agents réformistes qu'elle est une Internationale d'action et non une Internationale de paroles. Certes, nous avons remporté de grands succès ces temps derniers, mais ce serait faire un crime que de nous reposer sur nos lauriers. Des dizaines de millions de prolétaires restent encore en marge de toute organisation. Plusieurs millions de prolétaires subsistent encore la direction politique et organique des réformistes. Le champ de notre activité est illimité. Il ne faut pas nous arrêter une seule minute, nous ne devons pas ralentir notre travail d'agitation, de propagande d'organisation.

Nous ne savons pas combien d'années il faudra pour attirer de notre côté la majorité de la classe ouvrière dans tous les pays. Mais il y a un fait qui n'est pas douteux, c'est que l'Internationale d'Amsterdam descend et que l'Internationale Syndicale Rouge monte. Cela nous donne la certitude de la victoire finale. Elle viendra d'autant plus vite que nous mettrons plus d'énergie, plus d'enthousiasme, d'abnégation, de persévérance, d'intransigeance dans notre travail.

# Notes d'Allemagne

## La campagne officielle contre les salaires

Les nouveaux ministres du Reich manifestent une proximité peut-être égale à celle de M. Pommeré, tandis que celui-ci pérorait sur les tombes de ses morts, ceux-là discutent sur la fosse béante où va choir leur Allemagne moribonde. Le grand bourgeois Stresemann et le socialiste Hilferding attirent à une seule voix que leur ministère, s'il échoue, sera le « dernier gouvernement constitutionnel de l'Allemagne ». — « Nous sommes la dernière réserve de la démocratie. » Ils ont probablement raison. Mais voyons-les à l'œuvre. Ou plutôt écoutons-les encore : car ils parlent surtout.

Ils parlent avec une insistance particulière de certaines choses à retenir. Le 22 août, M. Stresemann expose aux leaders des partis qu'il ne reculera pas devant les mesures dictatoriales et qu'il est essentiel d'augmenter les exportations et de limiter les importations. Financiers et politiciens acquiescent. Le 23, à la commission du budget du Reichstag, grand discours du citoyen Hilferding. « Extrême gravité, bords de l'abîme, disparition possible de l'Allemagne (sic). » Le gouvernement, déficitaire lui-même — et comment ! — est contraint de subsidier des industries privées déficitaires. « Sans contrôle du change du dollar, il ne pourra y avoir de politique ni extérieure, ni intérieure. » « Les salaires atteignent et souvent dépassent le niveau du temps de paix. »

Le lendemain, M. Stresemann, parlant à l'Union des Industriels et des Commerçants, éclaircit l'allusion du compère socialdémocrate : l'industrie fera ses calculs en or ; « quant aux salaires, il ne faut pas songer à les ramener aux niveaux qu'ils atteignaient dans la florissante Allemagne d'autrefois, ils doivent correspondre à la pénible situation actuelle... » C'est au moins parler clair.

Le 28, interviewé par un rédacteur des *Dernières Nouvelles de Munich*, M. Stresemann, dont c'est décidément l'idée fixe, y revient. « Les salaires supérieurs à ceux du temps de paix deviennent un très grand danger. »

Le 31, M. Raumer, ministre de l'Économie Nationale, affirme, dans son discours-programme, que les salaires ont augmenté plus vite que le mark ne se dépréciait ; d'autre part, qu'il faut intensifier le travail, intensifier l'exportation...

Le dimanche 2 septembre, à Stuttgart, le Stresemann répète son refrain : les classes possédantes doivent faire des sacrifices, mais les classes laborieuses doivent travailler davantage.

Voilà bien une campagne gouvernementale nette et persévérante. Les sacrifices qu'on « imposera » aux possédants n'y figurent évidemment que pour servir de contrepois à ceux qu'on veut imposer, beaucoup plus réellement, aux travailleurs. Dans tous ces discours, trois idées reviennent sans cesse :

- 1° Les salaires sont trop hauts ;
- 2° Il faut intensifier le travail (heures supplémentaires) ;
- 3° Le salut est dans l'exportation.

Or, les prix du charbon, des vivres, des vêtements, du papier, dépassent désormais en Allemagne les prix mondiaux ; l'industrie germanique ne peut donc tenter de récupérer sa capacité de concurrence qu'en rognant les salaires... Et

c'est à quoi s'emploie énergiquement le gouvernement de la grande coalition que Kautsky appelle (*Arbeiter Zeitung* de Vienne) « la dernière nébène du carquois de l'Allemagne ». L'image est heureuse. Cette nébène, les socialdémocrates l'envoient dans le dos du prolétariat allemand.

L'organe de Stinnes, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, poursuit, au même moment, de significatives campagnes :

- 1° Contre le paiement anticipé, trimestriel, du traitement des fonctionnaires ;
- 2° Contre les hauts salaires (1) ;
- 3° Contre les « exagérations » qu'il relève dans l'index officiel du coût de la vie ;
- 4° Pour l'intensification du travail.

La feuille du grand patronat industriel se félicite en ces termes charnants du concours prêté aux exploités par les socialistes : « Quand le train déraile, on ne regarde pas à la couteur du frein ». Nous verrons bien si le frein socialiste empêchera le train de Stinnes de dérailler...

En tout cas, un fait est acquis : les socialdémocrates, dans la grande coalition, ne sont que les complices et les instruments, conscients, du reste, de la réaction économique et politique.

## Par le chômage et par la répression

La guerre aux salaires de famine de l'ouvrier allemand doit, en effet, être poursuivie à la fois sur les plans économiques et politiques.

Quantité d'entreprises ferment, soit que la crise les y oblige réellement — ce doit être le cas des petites — ou que leur intérêt soit de suspendre le travail jusqu'à la fin de la guerre de la Ruhr et de réduire les ouvriers par le chômage. Près de 1.000 (mille) entreprises industrielles sont en voie de liquidation en Saxe. A Hambourg, la cessation du travail de nombreuses usines va réduire au chômage plus de 100.000 salariés ; la direction des usines textiles de Neumünster arrête la production à la suite d'un différend sur les salaires. A Dresde, on compte 17.000 sans-travail. En Bavière et en Silésie, les éditeurs de périodiques cessent leurs publications. Les libraires-éditeurs allemands se déclarent dans l'impossibilité d'émettre de nouveaux livres cette année. A Berlin, les lignes de tramways vont être réduites à 30, la majeure partie du personnel est congédiée. On licencie, on congédie, on liquide, on ferme... L'exploiteur est bien certain, lui, de ne manquer de pain ni de beurre ; quant au prolétaire, qu'il se débrouille. Ça lui apprendra à se montrer plus conciliant...

Un rapprochement s'impose ici avec la Révolution russe. Nos camarades russes savent que le sabotage de la production par le patronat (la fermeture de nombreuses entreprises, les lock-outs déguisés sous des apparences de liquidation, etc.) obligea souvent, en 1917, les ouvriers russes à s'emparer des usines et des ateliers. Les Comités d'usines décidèrent plus d'une fois de remettre en activité des entreprises dont les patrons, non exprompés, avaient délibérément arrêté le fonctionnement. Que le patronat allemand y prenne garde : il croit, en étendant le chômage, se préparer une réserve de main-d'œuvre avilie, vaincue ; il pourrait bien, au contraire, fournir une armée à la révolution.

Les arrestations n'y feront rien. Celles des bol-

cheviks russes en juillet 1917 n'ont pas empêché Octobre. Parallèlement à l'offensive verbale des ministres et des folliculaires bourgeois, à l'offensive économique très nette du patronat, l'offensive policière contre les Comités d'usines et le Parti Communiste espère peut-être parer au danger. Pendant la récente grève générale, il y eut à Berlin plus de 200 arrestations fortuites. Au lendemain, plus de 10.000 ouvriers étaient congédiés par manière de représailles, et le ministre socialiste Severing dissolvait l'organisation berlinoise des *Betriebsräthe* (Comités d'usines). L'organisation dissoute se transportait à Iéna (Thuringe), c'est-à-dire devenait illégale. Les perquisitions et les arrestations suivaient. Presque toute la commission berlinoise du Parti Communiste est sous les verrous ; presque tous les conseillers municipaux communistes de Berlin le sont aussi. La *Rote Fahne* a été plusieurs fois saisie cette semaine ; elle est maintenant suspendue pour huit jours. Les organes communistes de Breslau, de Magdebourg, de Hambourg ont été saisis ou temporairement suspendus ; la conférence du Parti Communiste wurtembergeois a été interdite. On dit que les ministères compétents songent à instruire contre les militants arrêtés un procès de haute trahison. Pourvu que les ministres ne se fassent pas coffrer eux-mêmes avant la fin de l'instruction !

### Saluons le quinzième zéro !

La police est, certes, fort utile à une bourgeoisie banqueroutière ; mais l'éminent financier socialiste Hilferding, même assisté de tous les géraliers républicains ou monarchistes d'Allemagne, aura difficile à tirer ses maîtres du mauvais pas où ils se sont mis...

Au 15 août, les émissions de la Reichsbank seule — car les villes, les grands établissements de crédit, les Compagnies de chemins de fer, les Etats confédérés émettent aussi du papier-monnaie pour des sommes absolument incalculables — s'élevaient à 116.402.548.057.000 marks. Veuillez remarquer que ce nombre a 15 chiffres. Mais il a été depuis bougrement dépassé. Du 8 au 15 août, on n'avait émis que 54 mille milliards de marks ; aujourd'hui, la dette flottante du Reich dépasse le trillion, c'est-à-dire — le conçoive qui voudra — mille millions de millions... Au 15 août, par contre, toute la réserve d'or de la Reichsbank ne s'élevait pas à plus de 516 millions, alors qu'elle était de plus d'un milliard au 1<sup>er</sup> janvier de cette année. Nul ne songe pourtant encore à inculper M. Cuno de dilapidation des fonds d'Etat. Et l'inflation continue — avec toutes ses conséquences.

Arrêtons-nous une fois de plus sur celles-ci, puisqu'aussi bien il vient d'être question des salaires trop élevés. Les prix de gros de la viande de boucherie ont augmenté de 10 à 20 fois en août ; en bien des endroits, note un camarade de la *Rote Fahne*, on n'a pas vendu, en tout un mois, plus de bétail à abattre qu'on en vendait en 1913 en une journée de marché. Comme il y a au moins deux marchés par semaine, la consommation de la viande a baissé 16 fois environ. A la vérité, la viande devient un mets rare, réservé aux riches. — La hausse des prix continue, insensée. Les boutiquiers, qui ont combattu M. Cuno, fixent, depuis l'avènement de la grande coalition, tous leurs prix en or, selon le cours du dollar. Le tramway est à 150.000 marks. Un journal coûte 200 à 400.000 marks. Le pain vendu à la carte atteint 520.000 marks — et la carte de pain, minime mais appréciable ressource du ménage ouvrier, va être supprimée. La livre de beurre coûte de 3 à 4 millions de marks, un œuf atteint 380.000. Tous les prix

varient d'une heure à l'autre, faisant dans la même journée des bonds prodigieux, au gré des rumeurs de Bourse et des fantaisies de commerçants. Les tarifs de la poste et des chemins de fer sont désormais calculés en or, ce qui met, pour la première quinzaine de septembre, la lettre pour le pays même à 75.000 marks. Un repas de gargote vaut 2 à 3 millions. — Et une camarade employée, travailleuse, qualifiée, qui nourrit deux enfants, me disait tout à l'heure avoir gagné en août quelque 90 millions. Le citoyen Hilferding trouve sans doute que c'est trop.

Tous les établissements de bains de Berlin se sont fermés : ils étaient en déficit. Les prix phénoménaux des combustibles, de l'électricité, du gaz, etc., menacent d'entraîner la fermeture de tous les sanatoriums et hôpitaux privés de la capitale. Tant pis pour les gens qui n'ont pas de baignoire chez eux et ne peuvent pas, lorsqu'ils sont malades, aller se faire soigner en Forêt Noire !

R. ALBERT.

## Coups de Faucille

### LE JEROME PATUROT SYNDICAL

Quelqu'un avait toute prête une réplique foudroyante à faire à Raynaud quand il déclara au dernier C.C.N. que la majorité confédérale est pour un *syndicalisme de masse* tandis que la minorité est pour un *syndicalisme de secte*.

C'est Guillaume Verdier, le célèbre conquérant du Désert.

Il aurait, lui, répondu par cette rosserie : « Vous êtes pour un *syndicalisme de places* ; nous sommes pour un *syndicalisme de classe*. »

De la part du nouveau Jérôme Paturot, parti depuis si longtemps à travers les métaux, le bâtiment, la voiture-aviation à la recherche d'une insaisissable fonction syndicale, cette réponse aurait sûrement provoqué un éclat de rire général.

Cela aurait fait une minute de gaieté dans ces tristes séances du dernier C. C. N.

### LES CHEVALIERS DE LA SCISSON

Une première scission syndicale ne lui suffisant pas, Verdier en souhaite et prépare une seconde.

« Cette situation, écrit-il, qui va de conflit en conflit, de crise en crise, de scission en scission, est indépendante des personnes. »

« Celles-ci se heurtent au sujet des effets dont elles constatent les conséquences, mais, au fond, les causes sont dues à la politique neo-syndicaliste de la C.G.T.U. qui confond parti et C.G.T.U., qui assimile l'action syndicaliste à la politique du parti et donne conséquemment le premier pas à celle-ci, rendant, de ce fait, son action dépendante de celle du Parti. »

« Comment éviter, dans ces conditions, la scission ? »

C'est exactement ce que disaient Jouhaux et consorts.

Reste à savoir si, après la deuxième scission, une troisième, une quatrième, une cinquième ne seraient pas aussi inévitables.

Verdier veut sa confédération ; un tas de généralistes en disponibilité veulent une armée. Naturellement, à leurs yeux, la C. G. T. U. ne vaut pas un pet de lapin.

### A TRAVERS LES ORGANES RICOLES

Le *J. du P.*, que l'on croyait défunt, paraît encore. On annonce même, à l'approche de la campagne électorale, qu'il va paraître quotidien.

En attendant, il ne cesse pas d'être rigolo au possible, rédigé qu'il est par des gens *ad hoc*.

C'est ainsi que dans le numéro du 8 courant, on y trouve un projet de « République fédérative » qui « vaut dix ». C'est signé Daguerre, et au-dessus de la signature, il y a : « Tous droits de reproduction... »

Pff !... Tu parles !



## En Russie Soviétique

## SYNDICATS ET UNIVERSITÉS

Les syndicats russes se sont intéressés particulièrement aux universités. Ils se proposent de leur donner un caractère de classe en les pénétrant d'éléments ouvriers et paysans. Cela était d'autant plus nécessaire qu'en fait l'Université était restée même après la Révolution d'octobre entre les mains des professeurs et des étudiants bourgeois, hostiles à la révolution et au pouvoir des soviets.

Les nouvelles tâches de la reconstruction économique nécessitent des ingénieurs et des spécialistes issus du prolétariat. Elles soulèvent ainsi la question de la pénétration de l'Université. Et cette question ne pouvait être résolue que par l'entrée d'étudiants prolétariens dans les institutions universitaires. Grâce au concours des syndicats, l'État a réussi à atteindre ce but.

Cependant il était impossible de remplir d'un coup les salles de l'Université d'ouvriers et d'enfants d'ouvriers, qui n'y étaient pas préparés. C'est pourquoi il fallut d'abord créer des écoles préparatoires qu'on appela *Facultés ouvrières*. (*Rabjak.*)

L'organisation des Facultés ouvrières commença en 1920. Déjà en 1921 les syndicats déléguaient 17.000 de leurs adhérents dans ces Facultés. En 1922, il existait déjà 89 Facultés ouvrières avec 40.000 élèves. Parmi ces 40.000 élèves s'en trouvaient aussi quelques-uns issus de la bourgeoisie. Mais ils furent éliminés par la suite. La délégation insuffisante d'ouvriers dans les Facultés, ouvrières pendant l'année 1920 résultait du fait que la jeunesse ouvrière combattait alors sur les fronts de l'Armée rouge. C'est seulement après le retour au travail de la paix qu'il fut permis au prolétariat de fréquenter les Facultés ouvrières et de se consacrer complètement aux études. Après une certaine épuration et réduction inspirées par le souci de mieux sauvegarder les intérêts des professeurs et des étudiants, il existait au début de 1923 encore 72 Facultés ouvrières comprenant 32.120 étudiants. Voici la composition sociale :

ouvriers 62 %, paysans 26,7 %, travailleurs intellectuels 11,3 %. Dans ce total il y avait 26,8 % membres du Parti Communiste, 19,9 % adhérents des Jeunesses communistes et 54,3 % sans-parti. 12.500 ou 40 % du total des étudiants furent délégués par les syndicats. Le reste était désigné par le Parti, la Fédération des Jeunesses, les minorités nationales et l'Armée.

Cette jeunesse ouvrière venant directement de l'usine, du champ ou de la tranchée, introduisit dans l'Université l'enthousiasme de la masse, elle était pleine d'ardeur et luttait obstinément pour les buts à atteindre. Pour la première fois les salles de l'Université voyaient, au lieu d'étudiants bien mis, de jeunes ouvriers aux habits et aux souliers déchirés, mais appliqués et tenaces, des gens qui avaient subi les épreuves du feu de la guerre civile, de la faim et du froid et qui étaient remplis d'une foi ardente dans la victoire définitive de la révolution et du communisme.

Ces étudiants ouvriers, délégués par les syndicats, restaient très souvent dans leurs profes-

sions. Ils travaillaient pendant la journée dans leurs ateliers et passaient leurs soirées dans les laboratoires. Souvent ils mettaient de côté les livres pour réparer les bâtiments de l'Université. Il y avait aussi parmi eux des ouvriers ayant déjà passé des dizaines d'années dans les fabriques et les mines. Ces vieux ouvriers ont mieux appris que les étudiants d'autrefois. Les professeurs affirment que les étudiants ouvriers les ont amenés en moins d'un an à changer radicalement leurs méthodes d'enseignement. L'ancien étudiant qui regardait chaque parole de son professeur comme une révélation sans se soucier de son bien fondé, avait cédé la place à l'étudiant critique et pratique qui voulait se convaincre par lui-même. Après avoir suivi les cours des Facultés ouvrières, les élèves passent directement à l'Université et notamment à l'école polytechnique.

La fréquentation de l'Université par de jeunes prolétaires est encore assez modeste. Parmi les 35.000 étudiants admis aux universités en 1922-23, 10.300 ont été envoyés par les syndicats. 3.000 environ des élèves des Facultés ouvrières ont passé à l'Université. A ce nombre viennent s'ajouter environ 3.300 étudiants prolétariens délégués par le Parti, 1.000 délégués par la Fédération des Jeunesses, 2.000 désignés par les commissaires du peuple et les minorités nationales et 800 envoyés par les autorités militaires. Le reste, soit 15.000, sort des écoles moyennes.

En 1918 les Universités étaient fréquentées par 60.000 étudiants. Actuellement ce chiffre a atteint 130.000, dont 16,1 % sont des ouvriers, 26,8 % des paysans, 20 % des travailleurs intellectuels, 14,9 % des employés des soviets, 17,5 % sans profession caractérisée, 1,4 % d'éléments non-ouvriers et 3,1 % de la bourgeoisie. Comme on le voit, le nombre des étudiants ouvriers n'est pas grand encore, mais il augmente d'une année à l'autre. Toutefois, ils jouent un rôle de plus en plus dominant vis-à-vis du reste des étudiants. Dès l'année 1922-23 les organisations d'étudiants furent remplacées par des organisations prolétariennes à base syndicale appelées sections professionnelles. Ces sections, qui se composent d'étudiants ayant été et demeurant encore membres de leurs syndicats, constituent au sein de l'Université un noyau professionnel s'occupant non seulement de questions d'entraide individuelle et de l'organisation des étudiants, mais aussi de la vie académique de leur Université. Ces sections professionnelles disposent d'un Bureau central appelé Bureau exécutif des sections professionnelles, qui centralise l'activité des bureaux locaux existants dans chaque ville universitaire, et est rattaché à l'Union locale des syndicats.

Les syndicats accordent aux sections professionnelles de grands secours matériels. En dehors de l'influence qu'ils exercent par l'intermédiaire des sections professionnelles, ils disposent de représentants directs dans le conseil et l'administration des diverses facultés universitaires. Grâce à ces représentants syndicaux on a réussi très souvent à aplanir les conflits entre les professeurs plus ou moins réactionnaires et la masse des



étudiants, et à établir des rapports amicaux avec le personnel enseignant.

La nouvelle Université commence déjà à fournir les premiers spécialistes, techniciens et hommes de science de toutes catégories, qui travaillent avec un absolu dévouement pour le pouvoir des soviets.

La prolétarianisation de l'Université se poursuit sous l'influence directe des syndicats appelés aujourd'hui à travailler ainsi activement dans les domaines du travail intellectuel, d'où ils étaient complètement exclus pendant la période capitaliste.

Aujourd'hui, la destinée de l'Université et de la classe des étudiants en Russie soviétiste est étroitement liée à la destinée du prolétariat russe qui se donne pour tâche de dominer la science afin d'être en mesure de construire le nouvel édifice de la société communiste.

F. SENOCHKINE.

## LA SEMAINE

LUNDI 3 SEPTEMBRE 1923. — *Angleterre.* — Ouverture du Congrès des Trade-Unions à Plymouth. Fimmen plaide la cause de l'Allemagne contre le gouvernement Poincaré et enregistre la carence des Trade-Unions.

*Etats-Unis.* — La grève des mineurs se poursuit de façon très satisfaisante, 15.000 ouvriers sont dans la bataille.

*Irlande.* — Les élections sont un gros succès pour les républicains.

*Japon.* — La catastrophe prend des proportions éfrayantes. Des millions de personnes sont sans abri.

*France.* — Les gaziers parisiens décident de ne pas reprendre le travail avant que les révocations soient annulées.

MARDI 4 SEPTEMBRE. — *Italie.* — Mussolini prouve qu'il se moque de la Société des Nations. Il maintient ses troupes à Corfou aux frais de la Grèce.

*Turkestan.* — Trois secousses sismiques se sont produites dans différentes régions. Plusieurs villages ont été entièrement détruits.

*Allemagne.* — La faillite de Stresemann s'annonce évidente. Les agrariens et les industriels ne veulent rien savoir du nouveau programme.

*France.* — A Paris, un grand meeting a lieu en l'honneur de la Semaine Internationale des Jeunes. Des délégués russe, belge et allemand y prennent la parole.

MERCREDI 5 SEPTEMBRE. — *Italie.* — Mussolini déclara « irrévocablement » l'intervention de la Société des Nations.

*Allemagne.* — Le Comité central des conseils d'usines de Stuttgart convoque un congrès ouvrier et paysan dans l'Allemagne du Sud.

*France.* — Le gouvernement accorde une caricature d'amnistie aux mineurs de la Moselle.

L'Union des syndicats de *Drôme-Ardèche* se prononce pour la résolution Sernard.

JEUDI 6 SEPTEMBRE. — *Japon.* — Six millions d'habitants sont sans abri, les dégâts sont évalués à 90 milliards. Toutes les communications avec Tokio sont interrompues.

*Hollande.* — La Fédération Internationale des transports lance un vigoureux appel contre les sérieux dangers de guerre causés par le conflit italo-grec.

*Allemagne.* — Le désastre économique s'accroît. Hilferding demande à s'en aller.

*Tchécoslovaquie.* — Les mineurs continuent la grève, le gouvernement réquisitionne les stocks de charbon.

*Italie.* — Mussolini manifeste l'intention d'annexer l'Etat de Fiume; cette prétention cause une certaine émotion dans les milieux yougoslaves.

VENDREDI 7 SEPTEMBRE. — *Etats-Unis.* — La grève des mineurs continue; les patrons font de nouvelles propositions qui sont refusées par les ouvriers.

*Japon.* — Les secours s'organisent. Les soviets viennent en aide aux sinistrés.

*France.* — Dans le conflit italo-grec, la Conférence des ambassadeurs prend le pas sur la Société des Nations.

Après six mois de lutte, les sachetières et les mégisiers de Saint-Junien (Haute-Vienne) sont victorieux.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE. — Troisième journée du Congrès des Trade-Unions. Pottit, examinant le conflit italo-grec, établit les graves responsabilités du gouvernement britannique. Fimmen brosse un tableau fort sombre de la situation internationale. On décide de maintenir le *Daily Herald* jusqu'au 31 décembre.

*Allemagne.* — La catastrophe financière s'annonce inévitable. Stresemann annonce des mesures d'exception qu'il ne pourra appliquer.

Le prix de la vie double en 24 heures.

*France.* — Belle victoire ouvrière dans le textile à Troyes.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE. — *Allemagne.* — La social-démocratie voulant briser les conseils d'usines, interdit leur Congrès de Berlin. Malgré cela, il se tient quand même à Velten, aux environs de Berlin; la police arrive pour dissoudre le Congrès au moment où il allait se clore.

*Tchécoslovaquie.* — La situation de la grève s'aggrave, les industriels, prétextant le manque de charbon, ferment leurs usines. Les délégués du Comité de grève, appelés au ministère, refusent une réduction de salaire.

*France.* — Victoire chez les coiffeurs de Toulon.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

VIENT DE PARAITRE :

E. BRAND & H. WALETZKY

## Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.